

MENASRA :

# «Le clin d'œil aux anciens du FIS»

**Affichant un sourire détendu, Abdelmadjid Menasra, l'un des fondateurs du Front du changement, en visite ce samedi à Oran, dans le cadre d'une rencontre avec ses adhérents, au cinéma El Feth, répond au fait que son parti compte des membres de l'ex-FIS.**

«Qu'ils soient des membres de l'ex-FIS ou d'autres partis, à partir du moment qu'ils réunissent les conditions légales d'adhésion, ils sont les bienvenus dans notre parti».

Concernant sa participation à une émission de la chaîne Magharibia qui appartiendrait à des membres de l'ex-FIS, le concerné répond fièrement : «Oui j'ai participé à cette émission et j'assume tout ce que j'ai dit lors de mon intervention. J'ai des amis parmi

les fondateurs de cette chaîne, dont la majorité sont des algériens, certains sont peut-être membres de l'ex-FIS. Si l'ENTV m'ouvre ses portes, alors je ne serais pas obligé d'aller parler ailleurs !».

Au Front du changement, on aspire à une deuxième république qui s'appuie sur une nouvelle Constitution. «Nous sommes pour un régime républicain parlementaire démocratique, le temps d'un seul homme qui gouverne est révolu, il nous faut de nouvelles institu-

tions», dira l'intervenant. Lors de son intervention, Abdelmadjid Menasra est revenu sur les conditions d'agrément de son parti.

«La naissance de notre parti a été pénible en raison de la programmation tardive de sa création, œuvre de l'Alliance présidentielle, qui était contre l'agrément de nouveaux partis. Puis, nous avons été victimes d'une autre hogra contraire à la loi, nous sommant de changer l'appellation de notre parti. Nous avons été contraints de le faire en optant pour FC, mais depuis, nous considérons le côté optimiste de cette appellation, le FC (référence au FC Barcelone) est toujours gagnant !»

Amel Bentolba



Photo : DR

## LES 5 + 5 EN DÉBATTRONT AUJOURD'HUI À ALGER

# La problématique de la sécurité alimentaire en Euro-Méditerranée

**La problématique de la sécurité alimentaire dans la région euro-méditerranéenne sera débattue aujourd'hui et demain à Alger, à l'occasion d'un séminaire des 5 + 5.**

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Initié dans le cadre du dialogue euro-méditerranéen, conséquemment à la 8<sup>e</sup> conférence des ministres de 10 pays du Bassin méditerranéen (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie, Malte, Italie, France, Espagne et Portugal), ce séminaire permettra l'échange d'expériences dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement agricole. Selon le ministère de l'Agriculture et du Développement rural qui l'annonce, ce séminaire per-

mettra ainsi de débattre de la problématique de la gestion des crises alimentaires cycliques dans un contexte de volatilité des prix des matières premières et denrées alimentaires sur le marché mondial. Il s'agira pour les participants de discuter des voies et moyens d'assurer une meilleure sécurité alimentaire à travers l'accroissement des investissements agricoles, la gestion rationnelle des espaces agricoles et le progrès technique.

Comme il est question également de définir les partenariats possibles à même de relever les défis de la sécurité alimentaire notamment dans les

pays de la rive sud, plus enclins à pâtir de ce type de crises.

Les résultats attendus du séminaire porteront notamment sur la mise en place de mécanismes de régulation de la volatilité des prix des matières premières alimentaires sur les marchés mondiaux, et d'une stratégie commune aux 5+5 en vue d'une meilleure gestion des ressources naturelles. Et cela dans le contexte de fortes perturbations climatiques, de pressions sur les ressources en eau et en terres, de fortes pressions démographiques et bouleversements sociopolitiques dans la région. Mais aussi d'évolution rapide des modes

de consommation alimentaires, de plus en plus occidentalisés et risqués du point de vue sanitaire.

Or, la capacité des systèmes alimentaires à s'adapter à ces changements, à être moins insécurisés et moins dépendants d'une importation soumise aux aléas climatiques et à la forte volatilité des denrées, ainsi que le choix idoine des politiques de développement agricole à mettre en œuvre nécessitent certainement l'amélioration de la gouvernance socioéconomique, la définition de priorités, une gestion optimale et optimisée des partenariats et accords commerciaux, un engagement effec-

tif en matière d'innovation, recherche-développement et apprentissage, voire une vision sur le moyen et long terme.

Des problématiques qui font, par ailleurs, l'objet de travaux de recherche fondamentalement prospectivistes, notamment le projet Samaqq (Sécurité alimentaire en Méditerranée : aspects qualitatifs et quantitatifs), initié sous l'égide du campus d'Agropolis international (France), ainsi que lors des séminaires organisés par le think tank Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen).

C. B.

## MEETING DU FLN À EL TARF

# Le meeting des discordes et des couteaux tirés

**Il y avait foule dans la salle de la maison de jeunes Betchine qui a abrité, hier, le meeting du FLN dans le cadre des actions de sensibilisation et d'information en vue des prochaines échéances électorales.**

Malheureusement, des figures de poids et de proue du parti étaient absentes, ce qui est un signe révélateur des frictions et divergences qui traversent le parti, au niveau local.

Prenant la parole, un membre du bureau de la mouhafadah, chargé de l'information, a fustigé, en des termes durs et à peine voilés, ceux qui veulent utiliser l'argent sale, «la chakra» (sac en plastique rempli d'argent) pour avoir une place dans le pro-

chain Parlement, tout en insistant que c'est à la base de choisir ses candidats, selon les critères prédéfinis par l'instance suprême du parti.

Un autre membre de l'instance locale du FLN a dénoncé «les élus qui ont, durant les cinq dernières années, rien fait pour prendre en charge les problèmes quotidiens des citoyens», tout en axant son intervention sur le travail de la terre qui «reste indéniablement le seul gage de sécurité alimentaire». «Prenez l'exemple de la plaine d'El Tarf qui s'étend sur 17 000 ha. Son aménagement dure depuis 7 ans, sans résultats palpables. Au contraire, les fellahs de la région se sont appauvris. Les élus et nos représentants au niveau du Parlement doivent prendre à bras-le-corps ce problème», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le député Hocine Khaldoun, qui aspire à rempiler pour un deuxième mandat, a évo-

qué les réformes politiques initiées par le président de la République. «Ces réformes vont à l'encontre de l'intérêt du notre parti. Le FLN est lésé et je le dis haut fort. Nous sommes les grands perdants de ces réformes. Mais il faut savoir que notre parti agit, toujours, pour l'intérêt du pays», a-t-il fait savoir avec empoigne.

Cependant, son intervention fut écourtée et perturbée par l'intervention d'un militant qui lui lança du fond de la salle : «Où étiez-vous pendant les cinq ans de votre mandat ?»

Reste que ce meeting a mis à nu, une énième fois, toutes les fissures qui traversent les murs de la maison FLN. Chacun cherchait à se positionner dans l'échiquier au détriment de l'unité du parti et de sa cohésion.

Daoud Allam

## EXPORTATIONS ALGÉRIENNES D'ENGRAIS

# L'UE lève la taxe anti-dumping

**L'Union européenne (UE) vient de lever officiellement la taxe anti-dumping imposée sur les exportations d'engrais de plusieurs pays gaziers, dont l'Algérie. L'avis de l'expiration de cette mesure anti-dumping, qui prenait effet à partir du 22 décembre 2011, a été enfin publié fin décembre dernier dans le Journal officiel de l'UE.**

La suppression de cette mesure décidée en 2009, après d'intenses négociations entre l'Algérie et l'UE, n'a été officialisée que fin 2011, soit presque trois années après la décision de son annulation. Cette taxe de 13%, qui frappait jusqu'ici les exportations d'engrais algériennes, avait été instituée par l'UE suite à une plainte de l'association européenne des producteurs de fertilisants qui avait considéré que les fertilisants produits dans certains pays gaziers

arrivaient moins chers sur le marché européen.

La même association avait avancé que le prix du gaz utilisé dans cette industrie, forte consommatrice de cette énergie, était subventionné, estimant que leur production faisait objet de dumping de la part de ces pays non membres de la communauté européenne. Mais l'Algérie a contesté cette mesure unilatérale, allant à l'encontre du libre-échange commercial, en entamant en 2007

des discussions pour son annulation. Elle avait fourni à cet effet à la partie européenne des explications sur la composition du prix du gaz, qui avaient alors démontré que le prix de cette énergie pratiqué en Algérie couvre bien les frais de l'exploration, l'extraction, le transport, le stockage mais dégage aussi une marge bénéficiaire suffisante pour le réinvestissement. En d'autres termes, il n'y a pas de soutien de l'Etat au prix du gaz ni de subvention déguisée de l'Etat à la société Fertil (le fruit d'un partenariat entre la société algérienne Asmidal, avec 34% d'actions, et le groupe espagnol Villar Mir, avec 66% d'actions), comme le déclarait l'ancien ministre du Commerce, El

Hachemi Djaâboub, en 2009. La mesure avait pénalisé plusieurs pays gaziers dont l'Algérie, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine en les entravant de placer leur production sur cet important marché.

L'Algérie, à travers son entreprise Fertil, a dû arrêter ses exportations vers les pays de l'UE, devenant peu compétitives, après que cette mesure eut été imposée. Ainsi, la levée de cette taxe va permettre à Fertil de revenir sur le marché algérien et d'offrir de larges débouchés à la production nationale d'engrais, appelée à augmenter avec la réception de deux projets d'ammoniac et d'urée dans la zone industrielle d'Arzew.

C. B. /APS

## AÏN DEFLA Un poste de la gendarmerie attaqué à Aïn Torki : 2 gendarmes tués

Vendredi, vers 17 h, le poste de surveillance de la gendarmerie, situé en descendant le col Candek, en direction d'Alger, juste avant le viaduc (appelé communément les 7 Ponts) de Oued Ezzebojdj, sur la RN 4, dans la commune d'El Hoceïnia, a été la cible d'une attaque à l'arme automatique par un groupe armé. On déplore la mort de 2 gendarmes tombés sous les balles des assaillants dont on ignore le nombre. Leurs corps ont été évacués à l'hôpital militaire de Blida, selon des sources concordantes. On indique que les assaillants, qui avaient sûrement prémédité et planifié cette attaque, ont profité du mauvais temps qui sévit sur la région depuis quelques jours. Le lieu où s'est produit cet attentat n'est pas très éloigné du mont Mallora, fief par le passé des groupes armés et à partir duquel de nombreux attentats ont été perpétrés. Depuis quelques années, aucun acte de ce genre n'a été enregistré dans cette région.

Acte isolé ou reconstitution de ces groupes et leur réimplantation ? L'avenir nous le dira.

Karim O.